

## Commentaire

G. C. Kuun

L'incroyable est arrivé. Une petite nation se dresse contre le colosse russe et pendant quelques jours recouvre sa liberté. Les Russes, sans ignorer les conséquences d'une intervention brutale, décident de réprimer la révolte hongroise dans le sang. Le monde occidental surpris et compatissant n'ose intervenir. L'exode d'environ 200.000 Hongrois représente une lourde perte pour la nation hongroise, mais ceux qui restent doivent continuer à vivre sous le régime communiste. Ce régime toutefois tirera une leçon de ce soulèvement. La révolution hongroise de 1956 n'est pas une victoire, mais elle n'a pas eu lieu en vain.

Aujourd'hui on ne peut parler du communisme sans mentionner les événements de Budapest de 1956 et ceux de Prague de 1968. Ces deux mouvements de résistance populaire et l'intervention russe qui les a suivis prouvent qu'en Europe Orientale les régimes communistes sont maintenus uniquement par la présence de l'Armée Rouge.

Il y aurait beaucoup à dire de ces deux soulèvements; les deux événements sont cependant bien différents. La différence provient en grande partie des deux pays intéressés et de leur attitude réciproque face à l'intervention soviétique. Ce qui ne peut être mis en doute, c'est que les petits peuples de l'Europe Orientale sont à la merci des grandes puissances qui profitent de leurs rivalités. Le monde serait probablement aujourd'hui beaucoup plus heureux si précisément dans l'Europe de l'Est les nations s'étaient mieux comprises et mieux respectées. C'est cette collaboration souhaitable des peuples de l'Europe de l'Est dont traite Paul Pilisi dans son article. Il ajoute à notre connaissance des événements de 1956 un aspect fort intéressant et jusqu'ici peu connu: celui de l'idée du fédéralisme danubien ressuscitée.

L'idée du fédéralisme danubien est assez ancienne et assez bien connue des experts en histoire est-européenne. Ceux qui furent les partisans de cette idée sont d'origines diverses. Le Français Pierre-Joseph Proudhon, le Tchèque Palacký, le Slovaque Hodža, le Roumain Popovici, le Croate Pilar et enfin le Hongrois Kossuth sont le plus

souvent mentionnés comme défenseurs de l'idée d'un fédéralisme danubien. La question qui se pose est de savoir pourquoi cette idée n'a pas rencontré plus de succès et emporté l'adhésion des peuples danubiens. La réponse à cette question pourrait bien être que les partisans de la fédération danubienne manifestèrent leur enthousiasme à des périodes différentes. L'intérêt pour le fédéralisme s'est révélé parmi les Slaves et les Roumains d'une part, les Hongrois d'autre part dans des circonstances différentes. Nous avons l'impression que les Hongrois ont manqué "l'express danubien." Il nous semble que le moment propice pour la réorganisation de la région danubienne s'est situé vers la fin du XIX<sup>e</sup> siècle ou au début du XX<sup>e</sup> siècle, moment où la Hongrie fut une des nations dominantes du bassin danubien.

A cette époque-là cependant, ceux qui furent les maîtres de la région danubienne ne voulurent pas renoncer à certains de leurs privilèges pour faire place aux Slaves et aux Roumains. Les deux races dominantes de la monarchie Austro-Hongroise, les Autrichiens et les Magyars, appuyés par les Allemands, refusèrent de consentir à la division de la double monarchie en état fédéral.

Parmi les hommes d'Etat qui reconnurent le danger menaçant la monarchie il y eut l'archiduc François-Ferdinand lui-même. Un de ses plus proches collaborateurs fut le Roumain Aurèle Popovici qui s'attira la fureur des cercles dominants hongrois en publiant le livre *Die Vereinigten Staaten von Grossösterreich* (Les Etats-Unis de la Grande Autriche) en 1906. Dans ce livre l'auteur roumain préconise la formation d'un état fédéral de quinze états "semi-souverains." La langue officielle serait l'allemand, les employés fédéraux seraient tenus à parler la langue officielle de leur état et l'allemand. L'empereur représenterait l'empire au niveau international.<sup>1</sup>

Les Magyars, comme c'est le cas de toutes les élites gouvernantes du monde entier, ne voulaient pas abandonner leur position privilégiée. Ils savaient que numériquement, comparés aux Slaves, ils étaient en minorité. Il leur aurait fallu la sagesse d'un Aristote et l'abnégation d'un saint pour faire ce qu'on leur reproche de ne pas avoir fait. La Première Guerre Mondiale vint mettre fin à la vieille monarchie bicéphale, mais l'idée du fédéralisme danubien ne mourut pas avec elle.

Il serait trop long d'énumérer tous ceux qui ont essayé de ressusciter l'idée du fédéralisme danubien après avoir constaté le vide laissé par la destruction de la monarchie habsbourgeoise. Les circonstances ayant changé, les Hongrois sont devenus les plus fervents partisans du fédéralisme danubien. Assurer une vie libre aux millions de Hongrois répartis parmi les états successeurs tel était le but des Magyars qui

propagèrent le fédéralisme danubien pour remplacer les petits états hostiles, prêts à se lier avec n'importe quelle grande puissance pour obtenir des avantages politiques, par un état fédéral où toutes les nations seraient égales et libres.

Cependant il y eut aussi des Français, comme l'historien Jacques Bainville<sup>2</sup> et le premier ministre André Tardieu, qui virent le danger que présentait l'Europe de l'Est divisée. Tardieu voulut unir la Petite Entente avec l'Autriche et la Hongrie<sup>3</sup> dans un cadre fédéral, mais son plan ne fut pas couronné de succès. La Tchécoslovaquie, la Roumanie et la Yougoslavie, ayant reçu des territoires de l'ancienne monarchie austro-hongroise, défendirent le statu quo et ainsi l'Europe danubienne devint la proie d'Adolphe Hitler.

Pendant la Deuxième Guerre Mondiale, c'est un ancien ministre de la Tchécoslovaquie, Milan Hodža, un Slovaque, qui est revenu à l'idée de la fédération en Europe Centrale. Son livre *Federation in Central Europe, Reflections and Reminiscences* fut publié en 1942 à Londres. Le plan de Hodža—comme tous les autres plans—n'a pas pu être réalisé, mais l'historien autrichien Rudolf Wierer, auteur du livre *Der Föderalismus im Donauraum* (Le Fédéralisme dans l'Espace Danubien) le considère "quand même une grande idée." Après beaucoup de souffrances et de pertes humaines, en 1945 le statu quo de 1938 fut rétabli dans les pays danubiens. Cette fois-ci sous l'hégémonie de l'Union Soviétique. La révolution hongroise de 1956 fut un essai de se libérer de cette domination.

En général les événements de Budapest de 1956 sont assez bien connus. Il s'agit d'une révolution spontanée du peuple hongrois qui ne pouvait plus supporter les rigueurs d'un régime ayant perdu le contact avec le peuple. Les Russes furent surpris par la révolte des Magyars, ils hésitèrent, mais finalement ils se jetèrent sur les Hongrois. Cette lutte inégale ne pouvait pas durer très longtemps, mais les Hongrois ont montré au monde que l'Union Soviétique est vulnérable. Jusqu'à quel point les Russes pourront compter sur les pays de l'Europe de l'Est en cas d'un conflit armé entre les Etats Unis et l'U.R.S.S. voilà qui est difficile à dire. Une chose est certaine: les Russes ne sont pas en faveur de l'idée d'un fédéralisme danubien.

Paul Pilisi écrit très justement que l'idée d'un fédéralisme danubien fut avancée sous des aspects différents par des personnalités communistes comme Tito, Dimitrov, Rajk et Nagy. Ce qui est intéressant, et c'est là l'argument principal de Pilisi, c'est de constater que même pendant cette brève révolution de 1956 le fédéralisme danubien fit une courte réapparition, mais assez typique.

Imre Nagy, le leader populaire de la révolution, était fédéraliste depuis assez longtemps. Devenu chef du gouvernement révolutionnaire, il essaya de mener l'idée fédéraliste aussi loin que possible. Il voulut coopérer avec tous les pays voisins, y compris la Yougoslavie. Pour lui la révolution d'octobre fut la continuation logique de tout ce qu'il avait écrit et dit sur le fédéralisme danubien et si l'on veut remonter encore plus loin dans l'histoire, ce fut la suite des idées de Kossuth. Kossuth, le révolutionnaire de 1848-1849 devenu fédéraliste en exile, inspira Nagy, le communiste, qui ne put résister à l'appel de la patrie.

Du point de vue intellectuel, il est de la plus grande importance que Georges Lukács, le "grand old man" de la philosophie marxiste ait donné aussi son appui au fédéralisme danubien. Tout à fait dans la tradition titiste le penseur devenu ministre déclara que la révolution ne voulait pas "un socialisme en l'air."

Nous croyons cependant que plusieurs des déclarations préconisant le fédéralisme danubien furent plutôt le produit du coeur que de la tête. Pilisi cite le mémorandum de l'assemblée des ouvriers et étudiants de Miskolc qui parle de la "spontanéité" du mouvement fédéraliste et du désir de devenir membre de la "confédération danubienne." Eh bien, cette spontanéité n'exista que du côté hongrois. On peut également dire la même chose de l'idée de la confédération danubienne.

Nagy, lui aussi, se laissa emporter par un rêve. Il parle des "possibilités du fédéralisme en 1956." Mais quelle autre nation exprima des vues fédéralistes? Du côté Tchèque ou Roumain on ne fut pas prêt à venir en aide à la confédération danubienne. Tito non plus ne se déclara pas pour la causé fédéraliste.

La phrase du professeur Pilisi: "malgré cela le caractère fédéraliste de la révolution hongroise constitue une partie *organique* des efforts fédéralistes des *peuples* de l'Europe Centrale et Orientale du XX<sup>e</sup> siècle" nous paraît un peu grandiloquente. Parler de "partie organique des efforts fédéralistes des peuples de l'Europe Centrale et Orientale. . ." ne nous semble pas correspondre à la vérité. Malheureusement en effet il n'y a jamais eu de réalité à laquelle on ait pu donner le nom du "fédéralisme danubien." Et quant aux "peuples," cela nous semble également un peu exagéré. C'est un fait regrettable, mais le fédéralisme n'est devenu un mouvement populaire dans aucun des pays danubiens. Même en Hongrie ce mouvement n'atteignit, à notre avis, que les intellectuels. Ce qui ne veut pas dire que le fédéralisme ne soit pas la solution pour le bassin danubien.

Nous aimerions terminer cette discussion en mentionnant deux allusions faites au sujet du fédéralisme danubien. Sans être très récentes, elles datent cependant d'après 1956.

La première de ces allusions a paru dans le journal "Esti Hirlap"<sup>4</sup> en 1965 qui publia un article relatif au voyage d'un groupe de journalistes hongrois en Autriche. Le journal de Budapest écrit ceci: "Quoique récemment la nouvelle de l'Union Danubienne, à laquelle participeraient l'Autriche, la Hongrie, la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie, fit la ronde, en réalité il ne peut s'agir que du fait que des relations amicales, politiques, économiques, culturelles et humaines se développent. Il s'agit un peu du développement de relations familiales."

Qu'il y ait eu ou non des "relations familiales" parmi les peuples danubiens en 1965 nous l'ignorons, mais toujours est-il que même s'il y avait de telles relations l'invasion de la Tchécoslovaquie en 1968 par les troupes du Pacte de Varsovie, y compris les Hongrois, les a probablement ébranlées quelque peu.

La deuxième allusion que nous aimerions citer est celle de M. Kádár lui-même.<sup>5</sup> Le 12 décembre 1964 il souligna l'importance d'une entente entre les peuples de la vallée danubienne. Voici les paroles de l'homme qui, avec l'aide des Russes, étouffa la révolution hongroise de 1956: "Les peuples du bassin danubien vivent dans une communauté de sort. Ou ils prospèrent ensemble ou ils périssent ensemble. Il n'y a pas d'autre solution pour ces peuples du bassin danubien."

Le grand mérite de Paul Pilisi est de nous rappeler que l'idée du fédéralisme danubien n'est pas complètement morte. Chaque essai de ranimer la discussion ne peut que servir l'intérêt commun des peuples danubiens.

## NOTES

1. Hodža, Milan, *Federation in Central Europe*, Yarrols, London, 1942.
2. Bainville, Jacques, *Les Conséquences Politiques de la Paix*, Librairie Artheme Fayard, Paris, 1920, p. 49.
3. Wierer, Rudolf, *Der Föderalismus im Donauraum*, Verlag Böhlau, Graz-Köln, 1960, p. 177.
4. Free Europe Committee Inc. XI. Year Nr. 4 (January 29, 1965) p. 1.
5. *Ibid.*, p. 2.